

Comment fut conduite la propagande allemande pour l'annexion des Sudètes

Gabriel Louis-Jaray

Citer ce document / Cite this document :

Louis-Jaray Gabriel. Comment fut conduite la propagande allemande pour l'annexion des Sudètes. In: Politique étrangère, n°6 - 1938 - 3^eannée. pp. 565-580;

doi : 10.3406/polit.1938.5691

http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1938_num_3_6_5691

Document généré le 27/04/2017

COMMENT FUT CONDUITE LA CAMPAGNE DE PROPAGANDE ALLEMANDE POUR L'ANNEXION DES SUDÈTES

La campagne de propagande menée par l'Allemagne en faveur du retour au Reich des territoires sudètes a troublé l'opinion publique des pays adversaires de l'annexion. C'est que les dirigeants de ces pays, n'étant pas résolus à la résistance dès que le problème s'est posé, n'ont entrepris aucune action ferme pour rétablir la vérité. Ils ne voulaient pas, s'ils donnaient satisfaction aux exigences allemandes, avoir par avance établi qu'ils ne cédaient qu'à la force et que ces exigences étaient contraires à l'ordre international et à l'équité.

En France, si cette campagne a trouvé un écho dans l'opinion que n'éclairait aucune contre-partie, c'est que les dirigeants ont conservé pendant longtemps le silence sur les thèses avancées par la propagande allemande¹. Il n'en a pas été de même en Grande-Bretagne. Le premier ministre, M. Neville Chamberlain, et le ministre des Affaires Étrangères, Lord Halifax, ont pris, dès l'origine, le parti de laisser ignorer à l'Allemagne, contrairement à la politique désirée par d'autres personnalités anglaises, qu'elle s'opposerait par tous les moyens, ainsi que la France, à toute atteinte par la force à l'intégrité de la Tchécoslovaquie et qu'une modification au *statu quo* ne pourrait avoir lieu que par un accord obtenu uniquement de la bonne volonté de tous les intéressés. Ils étaient déterminés à accepter une transaction, c'est-à-dire à agréer, partiellement au moins, les exigences allemandes. Dès lors, il leur a paru opportun de se ménager, tant à l'égard de leur opinion publique que de celle du monde entier, un moyen de « sauver la face ». Au lieu de déclarer que la Grande-Bretagne avait cédé à un ultimatum pour des raisons supérieures de politique générale, il leur paraissait préférable de se donner une apparence d'arbitre et de déclarer

1. Le discours du ministre des Affaires Étrangères à Marseille le 29 octobre 1938 contient cependant cette phrase : « Que pouvait dès lors faire le gouvernement français ? Comment, après avoir fondé les traités de paix sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, après avoir si fréquemment défendu ce droit au cours de son histoire, la France aurait-elle refusé de le mettre en application quand le médiateur qu'elle avait accepté en préconisait le libre exercice ? »

qu'ils trouvaient sage d'offrir à l'Allemagne des territoires auxquels lui donnaient droit les règles admises par les alliés : ainsi la Grande-Bretagne n'aurait pas reculé; elle aurait accompli un geste noble, en s'inclinant devant les principes humanitaires dont elle s'était faite le héraut.

Cette attitude politique est le secret qui explique le succès en Grande-Bretagne de la propagande allemande. Sans aucune entente préalable, celle-ci s'est développée sans qu'aucune riposte ne soit intervenue; le gouvernement britannique se ménageait l'avenir et se disposait à colorer sa politique des idées les plus généreuses.

Le rapport Runciman

Lord Runciman, confident des pensées de M. Neville Chamberlain et de Lord Halifax, fut envoyé à Prague avec mission de préparer les voies à une transaction; cet envoi était une assurance donnée à Hitler que Londres se prononçait pour une concession et non pour le maintien de l'intégrité de la Tchécoslovaquie. On peut se demander si on s'est rendu compte à Prague de cette décision impliquée dans l'admission d'une enquête. Peut-être les Tchèques ont-ils cru que Lord Runciman ne se rendait en Tchécoslovaquie qu'en amiable conciliateur pour maintenir les Sudètes dans le cadre de l'État; mais comme d'une part les Sudètes étaient dirigés par Hitler et que d'autre part le gouvernement britannique était bien résolu à n'être pas intransigeant sur la question d'intégrité de l'État, l'accord sur le principe de l'annexion était à l'avance réglé implicitement entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Il était dès lors opportun d'adopter une thèse qui permettrait de donner une belle façade à cette politique : le rapport de Lord Runciman fut la préparation de ce travail. Depuis ce jour a pris forme une attitude officielle dont on ne se départira plus. Dans le discours radiodiffusé spécialement adressé aux États-Unis, le 27 octobre 1938, Lord Halifax a résumé en une phrase cette thèse ¹ : « Même si la guerre était survenue, nous nous y serions lancés, sachant qu'une fois la guerre finie, aucun groupe d'hommes d'État n'aurait pu, comme ce fut le cas pour la Belgique après la grande guerre, retracer les frontières de la Tchécoslovaquie telles qu'elles avaient été tracées par le traité de Versailles ². »

1. Traduit d'après le *Times* du 27 octobre 1938.

2. Le texte dit : Tchécoslovaquie, et l'on sait que le côté faible de cet État était la Ruthénie, « mise en dépôt » chez les Tchèques, la frontière hongroise et celle de Teschen; mais les auditeurs américains ont compris : Bohême, puisqu'il s'agissait des exigences allemandes; or la Bohême forme une unité naturelle indivisible.

On peut donc reconstituer la suite des événements en marge desquels va courir la propagande allemande, qui en est à la fois la cause et la conséquence : l'Anschluss se produit le 15 mars 1938 ; dès le 15 avril, M. Conrad Henlein proclame à Karlsbad le programme des Sudètes : « Dûment prévenu pleinement conscient des épreuves qui l'attendent¹ », le gouvernement français se rend à Londres, les 28 et 29 avril, pour demander au gouvernement anglais son concours pour le maintien de l'intégrité de la Tchécoslovaquie. La France est liée à la Tchécoslovaquie par le pacte du 16 octobre 1925 et la Grande-Bretagne a pris des engagements à l'égard de la France au cas où les frontières françaises seraient menacées ; mais que fera l'Angleterre si la France se porte au secours de la Tchécoslovaquie ? Le gouvernement anglais répond qu'à l'égard de cet État « il n'est lié par aucun engagement précis. Il entend exercer avant tout son rôle de médiateur ». Ainsi Londres ne se considère engagé ni par le pacte de la Société des Nations, ni par le traité Kellogg-Briand, qu'elle a signés. Le quai d'Orsay prévoit la menace allemande, annoncée par Hitler dans son discours de février 1938, qui va se traduire par la crise du 21 mai et l'annonce des préparatifs de guerre contre Prague. Il presse le gouvernement anglais : « la France ne peut rien d'efficace si elle n'a pas l'appui de l'Angleterre ». Londres n'accepte pas de faire à Berlin une démarche décisive et de faire connaître qu'elle soutiendra de toutes ses forces l'intégrité de la Tchécoslovaquie. Elle décide de maintenir son attitude traditionnelle : elle sera « médiatrice ». Cette résolution entraîne la condamnation de la Tchécoslovaquie, aussitôt qu'elle sera connue de Berlin ; le Foreign Office, toutefois, devant l'insistance de la France, ne donne pas à l'Allemagne « carte blanche » en Bohême, comme il vient de le faire pour l'Autriche ; mais il ne veut pas lui faire la guerre, comme s'il s'agissait d'envahir la Belgique ; il est donc amené à rechercher un terrain de transaction ; ce terrain sera fourni aux deux gouvernements de Berlin et de Londres par la campagne de propagande allemande.

Cet entrelacement des deux politiques est la clef de l'interprétation à donner au rapport de Lord Runciman qui fournit la base de l'accord de Munich. Le *New-York Herald Tribune*² a publié le même jour deux études de deux spécialistes sur l'origine de ce rapport. Le grand connaisseur des

1. Phrases empruntées au discours fait à Marseille, le 29 octobre 1938, par M. Georges Bonnet, ministre des Affaires Étrangères ; le ministère de M. Daladier a été constitué le 10 avril 1938 ; c'est M. Daladier et M. G. Bonnet qui se sont rendus à Londres.

2. *New-York Herald Tribune* du 1^{er} octobre 1938. Les articles de M. Walter Lippmann et de Dorothy Thomson ont d'autant plus d'importance qu'ils ne sont pas publiés seulement dans le *Herald*, mais immédiatement télégraphiés et reproduits jusque sur la côte du Pacifique par les journaux qui souscrivent à leur service spécial.

affaires européennes, M. Walter Lippmann, explique que « le fait décisif de toute la situation est que Hitler devait savoir, avant de s'engager à Nuremberg, que Lord Runciman était en faveur du démembrement de l'État tchécoslovaque. Assuré de ce fait, le chancelier était pleinement justifié à penser que M. Chamberlain ne chercherait jamais la guerre pour empêcher le règlement qu'approuvait le propre représentant de M. Chamberlain... On ne peut guère douter non plus que le Führer a connu les conclusions de Lord Runciman pas plus tard que la semaine qui a précédé le discours de Nuremberg. Car c'est cette semaine-là que le *Times* de Londres ¹ a publiquement déclaré, dans un éditorial, que la cession des territoires des Sudètes pouvait être considérée comme la solution adéquate du problème. L'éditorial du *Times* fut immédiatement répudié avec indignation par le Foreign Office, et sans aucun doute avec une entière sincérité. Mais le *Times* est un journal qui a le sens des responsabilités, et son éditorial ne peut avoir représenté simplement l'opinion personnelle de son rédacteur. Inévitablement, on en déduit que le *Times* exprimait les vues de Lord Runciman, et que Hitler savait que ce journal les exprimait. » Miss Dorothy Thomson rappelle dans le même numéro du *New-York Herald Tribune* que le rapport Runciman est daté du 21 septembre, c'est-à-dire de trois jours après que furent faites aux Tchèques les propositions anglo-françaises d'annexion des Sudètes à l'Allemagne, propositions qui suivirent immédiatement l'entrevue de Berchtesgaden. Et elle soutient que « le rapport Runciman a été, semble-t-il, fait sur commande pour cadrer avec l'accord auquel étaient déjà arrivés Chamberlain et Hitler. Il ne constitue pas la base des propositions anglo-françaises, mais il est leur excuse... Ce n'est pas un rapport, c'est de la propagande ».

Si l'on se reporte aux indications que nous avons données, ces deux interprétations présentent deux points de vue qui ne sont pas opposés. La position de la Grande-Bretagne a été prise le 28 avril 1938. Dès ce jour, on pouvait augurer qu'Hitler avait gagné la partie, s'il limitait ses revendications à l'annexion des Sudètes. Il avait en effet pris position en février; il avait accompli, le 15 mars, la moitié du programme; Londres, aux demandes françaises, offrait sa médiation que la France acceptait. Dès que Hitler a appris que l'Angleterre ne s'associait pas à la France pour exiger le respect de l'intégrité de l'État tchécoslovaque, il savait que le principe de ses revendications était accepté. D'autre part, aussitôt que le gouvernement anglais eut accepté, le 28 avril 1938, de s'entremettre dans l'affaire des Sudètes, ce n'était pas pour déclarer éventuellement la guerre, le cas échéant,

1. *Times* du 7 septembre 1938.

mais pour l'éviter à la France et à elle-même; c'est dire qu'il était bien résolu à réserver à l'Allemagne sa part. Le programme d'Henlein à Karlsbad, le 15 avril, était antérieur à la prise de position décisive du gouvernement britannique; dès que celle-ci fut connue de Berlin, Hitler pouvait sans risque franchir sans s'y arrêter l'étape de l'autonomie et passer à la seconde : l'annexion. Dès le premier jour, M. Neville Chamberlain, Lord Halifax et Lord Runciman étaient bien d'accord sur la nécessité de n'être pas intransigeant, de préparer une transaction dont l'étendue varierait selon les circonstances; aussitôt qu'ils ont vu la première étape qu'ils avaient envisagée n'être pas acceptée, même provisoirement, par Hitler ils se sont résolument résignés à l'annexion. Cette politique arrêtée, les dirigeants de la Grande-Bretagne ont trouvé que leur tâche serait facilitée s'ils utilisaient certains thèmes de la propagande allemande, laquelle s'en trouva singulièrement fortifiée.

Campagne allemande en Angleterre

Mais l'histoire a le droit de substituer au motif apparent la raison profonde et d'exposer impartialement la campagne poursuivie par l'Allemagne pour gagner l'opinion publique anglo-saxonne : on pourra remarquer l'art des préparations, l'habileté des manœuvres, l'adresse avec laquelle l'histoire est falsifiée dans l'intérêt supérieur des desseins du Reich.

L'objet de la campagne est double : l'Allemagne cherche d'une part à influencer sur l'opinion publique anglo-saxonne pour la persuader que les revendications allemandes sont équitables, que les Sudètes en tout cas ne valent pas une guerre, et que ces territoires peuvent sans danger être rattachés à l'Allemagne; d'autre part, Hitler désirerait profiter de cette crise et des divergences de vues entre Londres et Paris pour séparer la Grande-Bretagne de la France et de la Russie, l'amener à « causer » et conclure avec elle une entente séparée, une fois l'annexion accomplie. Répéter en somme la manœuvre qui avait si bien réussi en 1935 après le réarmement de l'Allemagne, quand fut signé le pacte naval anglo-allemand.

La méthode suivie consiste à transformer des visées stratégiques et politiques en exigences humanitaires; il n'est jamais question de l'importance du quadrilatère de Bohême, mais seulement du droit des populations « allemandes » de disposer d'elles-mêmes.

Le ministre des Affaires Étrangères, M. von Ribbentrop, qui connaît fort bien les milieux anglais, les travaille habilement pour fortifier le courant favorable à une entente avec l'Allemagne. Il « camoufle » une action militaire en un acte de libération; son plan, dont nous reverrons peut-être

dans l'avenir d'autres modalités, vise notamment à soulever un écho chez les protestants, chez les aristocrates, chez les pacifistes de Grande-Bretagne. Le Reich crée une guerre civile factice en Bohême, apitoie les esprits sur « le martyr » des Sudètes, les présente comme des coreligionnaires appartenant à la vieille civilisation allemande, opprimés par une masse inculte et brutale « venue on ne sait d'où ».

Le thème est développé par le chancelier Hitler dans son discours au Congrès de Nuremberg¹; la logomachie évangélique qu'il emploie est spécialement destinée au monde anglo-saxon :

« Parmi la majorité des nationalités qui sont opprimées dans cet État, se trouvent aussi trois millions d'Allemands, donc à peu près autant d'êtres humains de notre race qu'il y a, par exemple, d'habitants en Danemark. Or, ces Allemands sont, eux aussi, des créatures de Dieu. Le Tout-Puissant ne les a pas créés pour qu'ils soient livrés, par une construction politique de Versailles, à une puissance étrangère détestée. Et il n'a pas créé les sept millions de Tchèques pour qu'ils surveillent et mettent en tutelle trois millions et demi d'hommes, et encore moins pour qu'ils les violentent et les torturent.

« L'état de choses dans cet État est, de notoriété générale, intolérable. Politiquement il y a là-bas plus de sept millions et demi d'êtres humains qui, au nom du droit de libre disposition des peuples d'un certain M. Wilson, sont dépouillés de leur droit à disposer d'eux-mêmes. Économiquement, ces hommes sont méthodiquement conduits à la ruine, et livrés ainsi à une lente destruction.

« Cette détresse des Allemands des Sudètes est une chose sans nom. On veut les détruire. Comme êtres humains, ils sont opprimés d'une manière intolérable, et traités de façon dégradante.

« Quand trois millions et demi de membres d'un peuple qui compte près de quatre-vingts millions d'hommes n'ont pas le droit de chanter un chant qui leur convient, simplement parce qu'il ne plaît pas aux Tchèques, ou quand ils sont frappés jusqu'au sang, uniquement parce qu'ils portent des bas que les Tchèques ne veulent pas voir, ou quand on les terrorise et les maltraite parce qu'ils se servent d'un salut qui est désagréable aux Tchèques, bien que ce salut ne s'adresse pas aux Tchèques, mais soit employé seulement entre eux, quand on les chasse et poursuit comme un gibier sans défense, pour toute manifestation de leur vie nationale, il se peut que de pareilles choses soient indifférentes aux dignes représentants de nos démocraties, qu'elles leur soient même peut-être sympathiques, parce qu'il ne s'agit là que de trois millions et demi d'Allemands.

« Mais je ne puis que déclarer aux représentants de ces démocraties que cela ne nous est pas indifférent, et que si ces créatures torturées ne peuvent pas trouver elles-mêmes leur droit et du secours, elles recevront de nous l'un et l'autre.

« Il faut que prenne fin leur privation de tout droit. »

1. Traduction inédite du *Voelkischer Beobachter* du 13 septembre 1938.

Historique des populations allemandes en Bohême

L'objet de la campagne et la méthode adoptée étant ainsi précisés, il importe de montrer comment elle a évolué, en esquissant un tableau de la situation exacte du pays et en rappelant quelques faits primordiaux; on saisira ainsi sur le vif l'adroit travail de falsification accompli par la propagande allemande.

Il ne faut pas rejeter dans l'oubli une donnée essentielle de l'histoire : depuis des siècles la poussée prussienne et germanique s'est exercée pour refouler, anéantir ou assimiler les Slaves. Chevaliers teutoniques, hobereaux de Brandebourg ont fait des territoires slaves leur terrain de chasse et ont germanisé à tout prix les populations. Le grand fait démographique qui domine l'histoire de ces pays, c'est d'être habités par un grand nombre de Slaves germanisés ¹. Le Prussien n'a jamais eu le moindre égard pour le « droit des populations à disposer d'elles-mêmes »; Bismarck pourchassait le « lapin polonais » qui pullulait; les minorités nationales en Allemagne, comme celles des Slaves de Lusace, étaient et demeurent traquées. Maintenant une tradition consacrée, M. J. Burckel, « *gau!eiter* et commissaire du Reich en pays d'Autriche », visant les 300.000 Tchèques qui vivent à Vienne depuis des décades, déclare le 13 octobre 1938 à la suite d'une manifestation catholique en faveur du cardinal Innitzer : « J'ai décidé que tous les juifs tchèques et les Tchèques ayant la moindre chose à leur passif, doivent quitter Vienne dans le plus bref délai ² ». La domination prussienne,

1. Sans entrer dans le détail, rappelons seulement que dans le haut Moyen Age, le centre de l'habitat des futurs Prussiens est constitué par les plaines de Brandebourg et Mecklembourg; autour se trouvent des « marches » qui préparent les conquêtes de nouveaux territoires; la population à l'est de l'Elbe et au sud de Brandebourg est composée de Slaves germanisés; peu à peu sont conquis et assimilés ou anéantis les Slaves demeurant en Lusace, puis en Saxe, puis en Silésie; Leipzig et Chemnitz, par exemple, gardent encore leur nom slave. En même temps les chevaliers teutoniques, installés dans la région de Königsberg, germanisent les régions baltiques.

De l'union des hobereaux de Brandebourg et des chevaliers teutoniques, d'une classe de guerriers et d'un ordre militaire, est née la Prusse, vouée dès sa naissance à la guerre par ses origines, sa formation et la pauvreté de son sol.

D'autre part, des tribus germaniques de tout autre origine sont installées de tout temps en Bavière; elles débordent vers le Rhin et en Autriche. Finalement les Slaves de Bohême se trouvent enserrés au nord par les Prussiens, qui poussent jusqu'à Breslau, et au sud par les Germains, qui arrivent jusqu'à Presbourg; ils forment comme l'arrière-garde des Slaves, défendue par le quadrilatère, alors que la masse de la population slave est rejetée sous la poussée prussienne et germanique sur ses positions actuelles (voir Joseph Calmette, *Atlas historique*, II, *Moyen Age*, Paris, Les Presses Universitaires de France, 1938).

2. *Voelkischer Beobachter*, éd. de Vienne, 14 octobre 1938.

à toute époque, a traité avec une brutalité native les populations allogènes, en les contraignant à l'assimilation ou à la disparition. En Bohême, depuis le XVI^e siècle, depuis la défaite de la Montagne-Blanche, a été suivie cette politique d'oppression barbare à l'égard des Tchèques, comme en Silésie à l'égard des Polonais.

C'est par cette politique de violences persévérantes qu'ont été établies des populations de langue allemande sur la périphérie de la Bohême, par assimilation¹ ou par endosmose d'Allemagne en Bohême. Le chiffre de 3 millions et demi d'Allemands en Bohême est inexact : dans toute la Tchécoslovaquie, le recensement de 1930 a décompté 14.700.000 habitants, dont 3.200.000 Allemands ; 400.000 Allemands sont disséminés dans tout le pays ; dans les régions du pourtour de la Bohême, on ne trouve que 2.800.000 habitants de langue allemande, formant un cadre discontinu comportant presque partout de fortes minorités tchèques.

Ces populations de langue allemande des montagnes de Bohême sont depuis une quarantaine d'années l'objet des sollicitations des pangermanistes ; c'est à la fin du XIX^e siècle qu'a été organisé sur les confins de la Bohême le mouvement *alldeutsch*, dont les promoteurs prêchaient un singulier credo, unissant Bismarck, Luther et l'antisémitisme, en chantant : *Deutschland über alles* (L'Allemagne par-dessus tout). Le mot d'ordre était : *Los vom Rom* ; ce programme s'esquissa en 1880 à Linz. Dirigée alors par le Dr Knotz et soutenue quelque temps à l'origine par Bismarck, l'agitation ne reprit que vers 1900, sous l'impulsion de chefs sans scrupules, le Chevalier de Schonerer et M. Wolf. Ils entraînent en 1902 un petit nombre d'hommes à se déclarer sectateurs d'une religion plus politique qu'évangélique, des jeunes gens exaltés, des immigrés d'Allemagne, des schismatiques « vieux catholiques ». J'ai constaté en ces temps qu'en Bohême et à Vienne ces chefs étaient méprisés des Allemands et considérés comme de simples aventuriers, dont certains sombrèrent dans des scandales privés.

Dans les enquêtes que j'ai poursuivies alors en Autriche², je me suis rendu compte que ce mouvement n'avait pris racine que dans une frange, le long de l'Allemagne qui le favorisait alors très discrètement. Ses adeptes, remplis d'audace, offraient leurs services en temps d'élection aux candidats allemands contre les Slaves et remplissaient le pays de leur tapage ; la masse laborieuse et calme ne s'occupait guère de politique et n'y attachait pas

1. L'assimilation se lit constamment dans les noms de ces Allemands ; ainsi l'ancien ministre tchécoslovaque, représentant les chrétiens-sociaux allemands, se dénommait : *Zajicek*.

2. Voir mes études sur « l'Autriche nouvelle », *Annales des Sciences Politiques*, 15 mai et 15 septembre 1908.

grande importance. Ces agents d'agitation, courtiers d'élection, étaient avides de places et non de travail. La moindre satisfaction donnée aux Slaves par l'Empereur François-Joseph servait de prétexte à cultiver la haine du slavisme et l'idée pangermaniste, *die alldeutsche idee* ; ils se répandaient en excitations farouches contre l'hégémonie et la terreur slaves. D'ailleurs, au cours des campagnes électorales, pour gagner les électeurs, ces aventuriers laissaient dans l'ombre les attaques contre l'État et le catholicisme et se posaient seulement en défenseurs des intérêts allemands et en soutien de l'antisémitisme.

Ces hommes, qui vivaient de l'agitation politique et qui ne maintenaient leur influence que par l'audace et la menace, furent réduits à l'inaction après les traités de paix. Malgré leurs efforts, la population de langue allemande habitant la Bohême coopéra à l'organisation du nouvel État ; la masse, comme l'aristocratie ancienne, avait conscience que la Bohême constituait un État historique dont l'origine remontait au haut moyen âge ; c'était en Europe une des plus anciennes formations historiques, qui constituait un tout que la géographie semblait rendre inséparable. Il n'est pas en Europe d'unité mieux indiquée par la nature ; le géographe allemand Herneck la caractérise : « Elle forme dans ses grandes lignes une unité historique et intellectuelle, de même aussi qu'une évidente unité économique et anthropogéographique. Il s'ensuit donc qu'elle constitue une unité naturelle et vitale et le type premier d'une véritable unité géographique ¹ ». Aussi, lors des traités de paix, les alliés et associés furent-ils unanimes pour maintenir cette unité. L'Allemagne, qui discuta tant d'autres attributions, ne s'éleva pas contre celle-ci ; dans son mémoire du 18 juin 1919 elle éleva des réclamations concernant les territoires annexés à la Belgique, le Luxembourg, la Sarre, l'Alsace-Lorraine, l'Autriche, le Slesvig, Heligoland, les colonies ; pas un mot n'est consacré ni à la Tchécoslovaquie, ni aux populations sudètes. Ce memorandum d'une centaine de pages était destiné à permettre à l'Allemagne d'en prendre texte dans l'avenir ; aucun État, ni l'Allemagne, ni d'autres, n'eurent même la pensée de demander un plébiscite ; tous s'inclinaient devant le respect de l'intégrité de la Bohême.

Cette attitude si digne de remarque de l'Allemagne est corroborée par celle de la population de langue allemande de la Bohême ; non seulement elle n'adressa aucune demande, mais elle proclama sa loyauté ; les journaux de Prague, représentant les tendances les plus exaltées du germanisme, déclaraient, telle la *Bohemia*, vouloir maintenir honnêtement la paix ; le *Montagsblatt* assurait que « l'avenir de la Bohême allemande est uniquement

1. Texte cité par Chopin : « Le problème des Allemands des Sudètes » *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} octobre 1938, p. 691.

dans le cadre de l'État tchécoslovaque. *L'union avec l'Empire allemand serait un désastre pour les industriels allemands de Bohême.* »

Personne alors ne songeait qu'un jour pourrait venir où l'on envisagerait le partage d'un territoire qu'habitait une population groupée en une communauté depuis des siècles et qui formait un ensemble économique, dont la géographie paraissait garantir l'unité.

L'intégrité de la Bohême reste indiscutée jusqu'en 1938; la loyauté de la population de langue allemande est marquée par la coopération de trois ministres allemands au gouvernement de Prague, coopération qui fut maintenue jusqu'à une époque toute récente.

La collaboration germano-tchèque jusqu'en 1933

La minorité allemande avait-elle des raisons de justes plaintes à l'égard du gouvernement de Prague? Remarquons tout d'abord qu'une longue période de vie commune était nécessaire pour accoutumer les générations de langue allemande à ne demander à jouer dans la vie publique qu'un rôle égal aux autres éléments nationaux, comme en Suisse par exemple. Nationalité dominante de fait au temps des Habsbourg, elle passait au second plan depuis 1918. La politique extérieure jouait, en cette question, un rôle essentiel : le destin de la Tchécoslovaquie était fixé dans les traités de paix ; elle était, par nature, l'alliée de la France, et le bastion des alliés dans l'Europe centrale. Sa politique était donc liée à celle de la France et rivale de celle de l'Allemagne. Aussi comprend-on mal ceux qui ont pu adresser au gouvernement de Prague la critique de n'avoir pas fait de la Tchécoslovaquie une Suisse; la Suisse est par essence un état neutre avec garantie internationale, la Tchécoslovaquie était née comme alliée de la France, armée et fortifiée avec le concours de celle-ci.

A ces deux points de vue, Prague ne pouvait pas échapper à des critiques de ses populations allemandes; mais la seule qui pourrait être retenue serait celle ayant trait au traitement de ces populations.

On peut estimer que la politique intérieure a eu des tendances trop centralisatrices. Après avoir été si longtemps dominés par les Allemands, les Tchèques ont fait peut-être une part trop restreinte aux autonomies locales; mais peut-on exiger que des gens, dont les Allemands avaient confisqué les biens après leur victoire de la Montagne-Blanche et qui avaient été terrorisés pendant des siècles, se montrent du jour au lendemain des gentlemen généreux effaçant d'un trait le passé? Lord Runciman relève dans sa lettre « un manque de tact, une incompréhension, une into-

lérance et une discrimination mesquine », ajoutant d'ailleurs qu'il n'y eut pas « d'oppression active et certainement pas terroriste ». Comment s'étonner que dans les conditions historiques que nous venons de rappeler il y eût des manques de tact et des mesquineries ? Il n'est pas un État d'Europe qui, dans les mêmes circonstances, n'aurait eu à faire son *mea culpa*.

Nul n'était plus apte à dissiper peu à peu ces nuages que le président Masaryk. J'ai connu avant la guerre cet homme ; je me suis longuement entretenu avec lui ; il était imbu de la science allemande, il la tenait en estime. Professeur à l'Université de Prague, il gardait le contact avec ses collègues allemands ; son libéralisme, sa conscience, la haute portée de son esprit le conduisaient à maintenir des relations intimes entre la culture et l'intelligence allemandes et les dirigeants tchèques. Des nationalistes tchèques le trouvaient même suspect de germanophilie. Dès la victoire, il fit appel à la population de langue allemande de Bohême, à « sa valeur » et au « haut degré de son évolution intellectuelle » ; il les assura de son esprit d'équité et il ajouta ces mots qui traduisent le fond de son âme : « Nous avons éprouvé sur nos propres personnes ce que signifie l'humiliation systématique de la langue maternelle. Ces chicanes doivent disparaître. »

Non seulement la Constitution du 29 février 1920 assura à tous les citoyens les mêmes droits civils et politiques, mais Masaryk fit attribuer aux habitants de langue allemande 72 sièges de députés sur 281, une Université sur 4, 2 écoles techniques sur 4, le quart des écoles primaires et l'usage de l'allemand comme langue publique dans toute commune comportant un cinquième de population allemande.

Ainsi les Tchèques étaient très éloignés d'imiter la conduite suivie par le Reich à l'égard des minorités nationales. Le traitement réservé à la minorité allemande a même été particulièrement loué par M. Eden, l'ancien ministre des Affaires Étrangères de Grande-Bretagne, et par M. Attlee, leader des travaillistes, dans leurs discours aux Communes le 3 octobre 1938¹. M. René Pinon ne craint pas d'écrire : « La vérité est que nulle part les minorités ne jouissaient de plus de droits et d'une plus complète égalité² ».

Avec des heurts inévitables, avec une trop grande lenteur dans l'organisation de l'autonomie, avec assurément des manques de tact et des mesquineries, le ménage germano-tchèque s'aménageait une existence commune, lorsque Hitler arriva au pouvoir.

1. *Times*, 4 octobre 1938.

2. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} octobre 1938, p. 715.

La pression allemande en Bohême Appel à la guerre civile

Aussitôt tout change : de 1933 à 1935, il organise l'armée; en 1935, il développe ouvertement ses armements sur un large plan; en même temps, Berlin reprend le dossier de 1879. Les anciens pangermanistes sont baptisés nationaux-socialistes sous le nom de « parti allemand des Sudètes »; les anciens mots d'ordre sont repris; les agents secrets de l'Allemagne ont mission de préparer la guerre civile. A leur tête fut placé un homme de confiance, M. Conrad Henlein, qui abjura solennellement le catholicisme pour attirer au mouvement la sympathie des protestants. Les récompenses sont assurées : ces aventuriers deviendront les tyranneaux locaux, auxquels tous les profits seront promis. Payant d'audace, prédisant aux Allemands les pires traitements dans l'avenir s'ils ne se soumettent, disposant de fonds que la propagande allemande distribue sans compter, ils parviennent à terroriser les Allemands tranquilles et travailleurs et à faire élire aux élections des agitateurs nazistes à la place d'un certain nombre de députés allemands chrétiens-sociaux, agrariens et social-démocrates¹. Pour comprendre ce succès, il suffit de connaître la psychologie de cette population : la vie quotidienne est rendue impossible à un Allemand faisant dans les Sudètes une politique hostile au parti; on lui représente les risques qu'il court; on lui rappelle les exemples donnés par les extrémistes allemands en Rhénanie, à Pirmasens, où des Rhénans sont massacrés même sous l'occupation française; tout Allemand opposant devient un suspect, son nom est mis sur une liste noire et transmis à la police secrète en vue des représailles futures. Ainsi une petite minorité active, sans scrupules et bien pourvue d'argent, impose sa décision à une majorité passive d'hommes de bonne volonté. Ceux-ci se réfugient dans le silence ou parfois par désespoir dans le suicide². Tel est l'envers du décor, ce que les missions qui passent ne voient pas, ne savent pas, à supposer qu'elles aient le désir de voir et de savoir. Pour que la campagne de propagande puisse se développer favora-

1. Aux élections de 1935, sur 72 sièges allemands le parti des Allemands des Sudètes en obtient 44 à la Chambre des Députés; les autres partis allemands s'effacent ou reculent devant les méthodes de promesses, de menaces et de terreur des nazis.

2. Il y a eu à Vienne une véritable épidémie de suicide; en Bohême M. Rudolf Thomas, rédacteur en chef du grand journal allemand démocrate de Prague, le *Prager Tageblatt*, où il collaborait depuis vingt-cinq ans, s'est suicidé avec sa femme, le 9 octobre 1938.

blement, il faut en un mot que les Allemands des Sudètes paraissent, de gré ou de force, consentir à une guerre civile en Tchécoslovaquie ¹.

De 1936 à 1938, Conrad Henlein couvre le territoire des Sudètes de ses organisations; elles sont alors centralisées à Prague; tout paraît demeurer sur le terrain des luttes de politique intérieure, bien que le mécanisme soit monté de Berlin, les mots d'ordre donnés, l'argent remis, la méthode de propagande déterminée par Berlin. Cette action sera décuplée en 1938, selon la technique qui a été utilisée à plusieurs reprises depuis le plébiscite de la Sarre et qui le sera assurément dans l'avenir. Elle est très dangereuse pour ses adversaires parce qu'elle unit une grande persévérance, une adaptation à la mentalité des populations, une dépense sans limite et un manque absolu de scrupules, utilisant promesses et menaces. Le gouvernement autrichien, qui eut à subir à plusieurs reprises les assauts de cette propagande, craignait l'effet de puissance et de terreur qu'elle produisait, les mensonges qu'elle répandait. « Cette minorité (naziste), écrit M. Guido Zernatto, ministre dans le dernier cabinet autrichien, pouvait compter sur l'incroyable puissance de la propagande du III^e Reich... Il ne faut pas oublier que le seul appui des moyens techniques de propagande aurait constitué une force extraordinaire de persuasion, en dehors même de tout autre argument. Hitler a dit une fois : sans autos, avions et haut-parleurs, nous n'aurions jamais conquis l'Allemagne. Nous savions, par expérience, la puissance extraordinaire des moyens financiers dont disposait la propagande allemande. » Conrad Henlein mettait tous ces moyens techniques à la disposition des forces de désagrégation et de mensonge, de séduction et de terreur.

Au début de 1938, tout le sol du pourtour des Sudètes est miné; les organisations nazistes sont en place; la masse allemande de bourgeois tranquilles et de travailleurs calmes reste indifférente, et leurs chefs sont gagnés ou terrorisés; tout est prêt. Alors éclate le signal, l'appel à la guerre civile; c'est Hitler qui le lance lui-même au Reichstag le 20 février 1938 en proclamant qu'il ne tolérera pas l'oppression de 3 millions et demi d'Allemands en Tchécoslovaquie. Le 11 mars, il envahit en hâte l'Autriche, par crainte des résultats du plébiscite que le chancelier Schuschnigg vient d'ordonner, son

1. Après l'annexion des Sudètes, les vengeances contre les opposants ont été cruelles : dans une enquête du *Petit Parisien*, en octobre 1938, M. P. Denoyer a décrit avec beaucoup de vie l'occupation de ces territoires par les Allemands, à laquelle il a assisté. Il cite des exemples frappants de la brutalité de la petite minorité *nazie* sur la population sans défense. Dès qu'arrive la police secrète allemande, elle traque dans les Sudètes, comme en Autriche, les familles suspectes d'avoir soutenu les chrétiens-sociaux, les démocrates, les marxistes, les syndicalistes, les communistes et les juifs. Le camp de concentration et les mauvais traitements leur sont réservés.

agent secret, M. Seyss-Inquart, lui ayant fait connaître qu'au moins 75 % des votes autrichiens seraient favorables à Schuschnigg¹.

L'Anschluss est accompli avec la complicité universelle. On apprend que le chancelier Schuschnigg est retenu comme prisonnier et passera en jugement. Conrad Henlein reçoit le mot d'ordre de développer l'atmosphère de guerre civile dans les pays sudètes; la terreur règne à Vienne et se répand chez les Allemands de Bohême; déjà ils redoutent la vengeance d'Hitler. En jouant de cette crainte, Henlein obtient ce qu'il cherche depuis 1935 : empêcher la collaboration des Allemands avec les Tchèques; les trois ministres allemands du cabinet de Prague doivent abandonner leurs portefeuilles; les organisations allemandes non-nazistes renoncent à leur activité; la population allemande des Sudètes tremble déjà sous le joug de Conrad Henlein.

Le plan consiste à arracher par la désorganisation de l'État tchécoslovaque et la menace de guerre civile une autonomie complète dans les territoires sudètes; le 13 mars, le ministre Neurath affirme encore au ministre de Tchécoslovaquie à Prague que la question sudète est « une question domestique » pour cet État. Henlein lance, le 15 avril, son programme de Karlsbad, avec sa revendication finale : « liberté de confesser... la conception mondiale allemande ». L'agitation croît de plus en plus dans les pays bohêmes à la frontière de l'Allemagne; le bruit court que des opérations sont prochaines; le 28 avril, à la conférence de Londres, la Grande-Bretagne refuse de déclarer à l'Allemagne qu'elle s'opposerait par la force à une violation de l'intégrité de la Tchécoslovaquie; dès que le Reich en est assuré, le nouveau mot d'ordre est donné : pour l'annexion par la guerre civile.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

La propagande a ainsi bien préparé le terrain; la campagne en pays anglo-saxon et en Bohême est arrivée à son terme. La mission Runciman peut venir en Tchécoslovaquie; tout est prêt pour la recevoir et tout est disposé dans le monde pour faire écho au « droit de libre disposition » des Sudètes.

Quand Lord Runciman arrive en Bohême, en août 1938, il ne peut que

1. M. Guido Zernatto, ministre dans le dernier cabinet autrichien, rapporte son entretien du 9 mars 1938 avec le D^r Seyss-Inquart, alors son collègue comme ministre de la Sûreté : « Il me demanda ce que je pensais du résultat. Je lui fis part de l'impression que j'avais pu me former à la suite des nombreuses expériences faites dans toute l'Autriche et que, à mon avis, *s'ils étaient libres de toute pression*, 68 à 75 % des votants se prononceraient en faveur du chancelier fédéral. Le D^r Seyss me déclara que ce pronostic lui paraissait fondé. »

constater une atmosphère de guerre civile qui enveloppe le pourtour de la Bohême. Le principe de l'intégrité de l'État ayant été abandonné, il remet à M. Neville Chamberlain son rapport, dont la conclusion propose la transaction fondée sur les dispositions de la population de langue allemande ; la campagne de propagande a ainsi pleinement atteint son objet :

« Il est devenu pour moi pleinement évident que ces districts-frontières entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, où la population sudète est en importante majorité, doivent recevoir immédiatement le droit de disposer pleinement d'eux-mêmes. Si une cession est inévitable, comme je crois qu'elle l'est, il vaut autant qu'elle ait lieu rapidement et sans atermoiement. Il y a un danger réel, et même un danger de guerre civile, dans la continuation d'un état d'incertitude. Par suite, il y a de très fortes raisons pour une politique d'action immédiate et énergique... Les délais inévitables qu'impliquerait un plébiscite ne feraient qu'exciter les sentiments populaires, avec peut-être des conséquences très dangereuses. C'est pourquoi je considère que ces districts-frontières doivent être immédiatement transférés de la Tchécoslovaquie à l'Allemagne... En conclusion, je recommande... Que le gouvernement tchécoslovaque réforme ses relations étrangères de manière à donner à ses voisins l'assurance qu'il ne les attaquera en aucune circonstance et qu'il ne participera, du fait de ses obligations envers d'autres États, à aucune action agressive contre eux...

4^o Qu'un traité de commerce, sur une base préférentielle, soit négocié entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, si cela semble avantageux pour les intérêts économiques des deux pays ¹. »

1. Dans ce même rapport, Lord Runciman indique très nettement qu'il avait assuré un accord convenable entre le gouvernement de Prague et les Sudètes, et que les extrémistes, sous l'inspiration de Berlin, prirent seuls la responsabilité de la rupture des négociations, parce qu'elles auraient abouti. Voici le texte :

« Après une série de discussions en privé entre les chefs sudètes et les autorités tchèques, une nouvelle base de négociations fut adoptée par le gouvernement tchécoslovaque et me fut communiquée le 5 septembre, ainsi qu'aux chefs sudètes le 6 septembre. C'est ce qu'on a appelé le « Quatrième Plan ». A mon avis — et, je crois, de l'avis des chefs sudètes les plus responsables — ce projet répondait presque à toutes les exigences des huit points de Karlsbad ; et, en l'éclaircissant et en l'étendant un peu, il aurait pu y répondre dans leur totalité. Les négociations auraient dû être reprises immédiatement sur cette base favorable et qui donnait de l'espoir ; mais il demeure peu de doute dans mon esprit que le fait même qu'elle était si favorable lui a nui auprès des membres extrémistes du parti des Allemands des Sudètes...

« Avec le rejet de l'offre du gouvernement tchécoslovaque en date du 13 septembre, et la rupture des négociations par M. Henlein, prenaient fin, en fait, mes fonctions de médiateur. Directement et indirectement, la liaison entre les principaux chefs sudètes et le gouvernement du Reich était devenu le facteur dominant de la situation ; le conflit n'était plus un conflit intérieur. Il n'entrait pas dans mes attributions de tenter une médiation entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne.

« La responsabilité de la rupture finale doit, à mon avis, incomber à M. Henlein et à M. Franck, et à ceux de leurs partisans, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, qui les poussaient à des mesures extrêmes et inconstitutionnelles. »

(Traduction inédite d'après le *Times* du 29 septembre ; la lettre est datée du 21 septembre et publiée dans le *Livre Blanc* du 28 septembre.)

Ces conclusions sont endossées par M. Neville Chamberlain. Il les apporte à Berchtesgaden avec la conviction qu'il ne peut plus y avoir de conflit; l'accord de principe est conclu et tout l'essentiel s'y trouve : le démantèlement de la forteresse de Bohême, la livraison des trois murailles montagneuses qui la défendent et dont la possession assure au vainqueur la domination de la plaine centrale, le renoncement à la coopération militaire de l'armée tchécoslovaque, et même la suggestion de réduire la Bohême à la vassalité économique. Malgré les apparences, les discussions de Godesberg et de Munich n'ont porté que sur des questions accessoires¹. L'offre de M. Neville Chamberlain à Berchtesgaden donne à M. Hitler les satisfactions fondamentales.

Ainsi la campagne de propagande allemande est couronnée par le succès. L'annexion a lieu sous le décor du droit de libre disposition de la population des Sudètes. Sous cette apparence, l'histoire ne peut qu'enregistrer la réalité: la Bohême est une unité géographique si fortement construite que rien ne la peut détruire; l'homme ne peut séparer ce que la nature a uni; celui qui possède les monts de Bohême encercle et domine la plaine centrale qu'il tient à sa discrétion; la Bohême demeurera une unité, mais fractionnée en une région annexée et une région protégée. Prague et son territoire sont de fait placés « sous mandat allemand ». La Bohême était peuplée d'environ 75 % de Tchèques et de 25 % de populations de langue allemande, dont 10 % peut-être hitlériens. Le prétendu droit de libre disposition des Sudètes a placé une grande majorité sous le joug ou le contrôle d'une petite minorité. Si jamais les événements de l'histoire permettent de rendre à la Bohême son indépendance, les hommes seront contraints de lui redonner des limites imposées par la nature et qu'on ne peut lui arracher sans la mettre sous le joug.

Gabriel LOUIS-JARAY

1. Les discussions de Godesberg et de Munich ont porté sur des questions qui engageaient la susceptibilité des États, sur des dates ou des méthodes d'occupation. Les concessions essentielles et permanentes ont été faites à Berchtesgaden.